L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 2 AVRIL 1879. 52me Année

DUFOUR & LIBERT, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI, 2 AVRIL 1879.

VENTES AU COMPTANT DE CE JOUR.

Par Placide J. Quiet, confirmation de la vente du stock de marchandises du défunt Jos. Magendie Moreau au coin des rues Conti et Chartres.

Décision de la Cour Suprême des Etats-Unis dans l'affaire des bons de chemins de fer.

La loi de 1876, instituant les bons à prime, avait été déclarée une seconde fois par la décision du juge Monroe, accordant un mandamus à la Banque du Sud contre la ville pour faire respecter la loi de 1853.

La loi de 1876, instituant les bons à prime, avait été déclarée une troisième fois par l'opinion du Président Juge de la Cour Suprême de l'Etat de la Louisiane, le colonel Manning, en dissidence avec l'opinion de la majorité de cette Cour.

La loi de 1876, instituant les bons à prime, avait été déclarée une quatrième fois par la loi rappelant la loi en vertu de laquelle existait la Loterie de la Louisiane, car cette loi de rappel contient des clauses générales et prohibitives de toute espèce de loteries, de toutes loteries imaginables, parmi lesquelles se trouve nécessairement la loterie municipale des bons à prime.

Enfin la loi de 1876, instituant ces mêmes bons à prime, vient d'être déclarée une cinquième fois par une autorité souveraine et de dernier ressort, par la Cour Suprême des Etats-Unis, dans l'affaire des bons émis par la ville de la Nouvelle-Orléans en 1854.

La loi de 1876, instituant les bons à prime, avait voulu soumettre les bons de 1854 comme les bons de 1852 au même régime financier aléatoire que les bons émis après la guerre, et la Cour Suprême des Etats-Unis, en rendant un arrêt favorable aux bons de 1854, à l'égard desquels elle s'est prononcée tout d'abord, parce que ces bons là ont été présentés à sa décision avant les autres, a donc réellement déboulé la loi de 1876 aussi bien que s'il eut été question des bons de 1853. Cet arrêt fait préjuger le second et l'on peut regarder la cause des bons consolidés comme virtuellement gagnée.

Maintenant, nous dirons en quelques lignes ce que sont ces bons de chemin de fer de 1854 dont on a parlé beaucoup, au sujet desquels le juge Billings avait rendu une décision de dédain, et dont peu de gens connaissent l'histoire. On verra que la Cour Suprême des Etats-Unis ne pouvait se dispenser de rendre un arrêt qui leur fut favorable.

La ville de la Nlle-Orléans, pour aider à la construction du chemin de fer de Jackson, avait souscrit pour 80,000 actions au prix d'émission qui était de $25 par action, et avait donné à la compagnie en paiement de son stock une somme de $2,000,000 en bons portant six pour cent d'intérêt par an. La loi, autorisant la ville à faire cette émission avait institué une taxe pour en servir l'intérêt, et avait assigné le capital social ou le stock acheté par elle au paiement des bons à l'époque de l'échéance, c'est-à-dire au bout de vingt ans. Ce capital était donc engagé comme nantissement pour la sécurité de l'emprunt. L'échéance venue, qu'a fait la ville? Premièrement, elle n'a plus payé d'intérêt. Secondement, elle n'a pas mieux payé le capital, mais elle a offert des bons à prime que les porteurs de bons de chemin de fer n'ont pas tous voulu accepter. Ils ont plaidé alors et le juge Billings leur a répondu qu'ils ne pouvaient avoir de recours que sur le stock ou le capital social de la ville dans le chemin de fer de Jackson.

Ce jugement était une dérision car il n'y avait plus de stock. Sous le régime honorable de la municipalité de M. Warmoth, et longtemps avant l'échéance des bons, on avait vendu le stock au prix de $4 l'action, et les $320,000 provenant de cette vente, étaient allés s'engloutir là où ces sont engloutis tant de millions sans que les porteurs de bons de chemin de fer en aient touché un cent. Par cette opération la ville fit disparaître le gage qu'elle avait donné pour assurer le rachat des bons et envoya promener ses créanciers. Si encore la ville eut dit : Nous n'avons pas d'argent à vous donner, mais nous avons d'autres valeurs, réputées légales, et nous vous les offrons dans telle proportion que vous jugerez convenable. Nous donnons aux ordonnances contestables, douteuses, incertaines, cinq bons de $20 pour un titre nominal de cent piastres, nous vous en donnerons quinze au même le double pour le vôtre, si vous voulez. Il y aurait eu au moins dans cette proposition quelque justice publique sinon plus de réalité ou de garantie. Mais rien de cela n'a été fait. La municipalité de M. Warmoth a fait argent du gage de son emprunt comme pour détruire tout vestige de la dette, et elle a disposé des $320,000 tout comme si la dette n'eut jamais existé. C'était très commode.

Il y a plus. Après la décision du juge Billings, et au matin de cette décision erronée, une autre municipalité, nous regrettons de dire que c'était une municipalité démocratique, refusa de convertir les bons de chemin de fer en bons à prime. Il y eut donc répudiation. En conséquence, cette idée de répudiation contre laquelle certaines gens s'élèvent avec tant d'énergie quand il s'agit des biens d'Etat et des bons à prime, c'est la ville qui la première l'a mise à la mode, car c'est la ville qui la première l'a pratiquée contre les bons de 1854, bien qu'ils soient infiniment plus respectables que les bons à prime, car c'est à l'aide des bons de 1854 qu'on a construit le grand chemin de Jackson, quand les nouveaux bons d'Etat et les bons à prime n'ont rien construit de tout.

Nous demandons maintenant ce que la Cour Suprême des Etats-Unis pouvait faire devant nos cours exposés ainsi? Pouvait-elle d'abord en point de confirmer la prévarication du juge Billings? Pouvait-elle déposséder de fait droit des ordonnées citoyens auxquels on n'offrait pour remboursement qu'une chance désespérée de loterie? Jugement en droit et en équité, la cour suprême ne le pouvait pas, et son arrêt ne comprendra que ceux qui ne connaissent pas l'histoire de ces bons de chemin de fer de Jackson.

La conséquence de cet arrêt qui rend à la vie, tuteurs à la Bourse, des bons qu'on regardait comme enterrés, ne peut aussi grave qu'on pourrait le croire. Il y a d'abord, sur beaucoup de ces bons, prescription de cinq ans, et ensuite on peut prouver que [illegible]

DÉPARTS DE BATEAUX A VAPEUR.

On trouvera désormais régulièrement, à la quatrième page de l'*Abeille*, et en tête du Bulletin maritime, la liste des bateaux à vapeur partant de la Nlle-Orléans le jour même pour le haut ou le bas du fleuve. Cette liste, qui complétera le tableau de la navigation fluviale que nous publions tous les jours, sera fort utile à ceux de nos lecteurs qui expédient du fret à la campagne ou dans les Etats riverains.

CONFESSIONS LITTÉRAIRES.—Dans une langue si intéressante séance, hier soir, M. Lejeune a parlé du journalisme français et de quelques types de journalistes. Le journalisme, a-t-il dit, représente beaucoup plus que la littérature, les qualités et les défauts d'une race, car la littérature n'est le peuple en grande toilette, tandis que le journalisme c'est le peuple en déshabillé. Les qualités et les défauts de la presse française sont donc des qualités et des défauts de race. La presse américaine est comme la vigne du pays, d'une végétation vigoureuse, étendant ses lianes au loin, la presse française c'est le petit cep de Bourgogne; il y a la même différence entre elles qu'entre les deux vins.

M. Lejeune a cité l'opinion des grands journalistes de New York sur la presse américaine; cette opinion se résume ainsi: le meilleur journal est celui qui donne le plus de nouvelles. Le journaliste en Amérique est un négociant en nouvelles, car les nouvelles s'est ce que demande la majorité des lecteurs et c'est cette majorité qu'il faut servir. La presse américaine cherche donc à descendre au niveau de la foule, de cette foule qui n'a d'instruction que celle qu'elle a pu glaner dans les écoles publiques. La presse française fait tout le contraire; elle s'efforce d'élever la foule à son propre niveau.

M. Lejeune cite à ce sujet une apostrophe énergique de Louis Veuillot à l'audience de la grosse presse. Puis il explique pourquoi il n'y a pas de journaux à l'américaine en France. Le français n'est pas curieux de nouvelles, Villemessant et Emile de Girardin ont bien tenté de faire du journalisme américain, mais ils ont reculé devant l'indifférence des lecteurs. La presse française est donc réduite à la politique de parti et à la critique; elle joint à cela une chronique de Paris, quelques faits divers et un feuilleton. Quelques journaux ont des correspondances, mais les correspondants ne sont pas indépendants et ils doivent absolument écrire dans le sens politique de leur journal.

Après cette entrée en matière, M. Lejeune dit quelques mots du bas journalisme, et il présente successivement à ses auditeurs quelques-uns des types les plus en dehors du journalisme parisien, Emile de Girardin, de Villemessant, Henri Rochefort et Paul de Cassagnac. Une courte biographie, quelques anecdotes et quelques citations composent l'esquisse de chaque personnage. Pour Cassagnac, M. Lejeune ajoute des détails piquants sur les plus célèbres des dix-sept duels du rédacteur du *Pays*.

M. Lejeune, dans sa dernière soirée, jeudi prochain, terminera ce qu'il a à dire des journalistes et il parlera de Louis Veuillot, de John Lemoinne et de quelques autres écrivains éminents, puis des principaux artistes, Paul de Saint Victor, Henri Taine, Charles Blanc.

Nous espérons qu'il y aura foule pour cette soirée, car le public littéraire tiendra à donner une marque de sympathie au jeune conférencier auquel il a dû quelques heures bien agréablement employées.

DIVERS.—La maison Amédée Couturié, 39 rue Decatur, a reçu un fort envoi d'huiles d'olive, de liqueurs assorties, de cognac, rum, vermouth, etc., par le navire Nellie et le steamer Haytian. Voir l'annonce.

☞L'artiste qu'emploie Lilienthal, le photographe, parle français; il a travaillé dans les premiers établissements de photographie de Paris.

Un pique-nique de seconde classe et il ne se mange pas de Shadines.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—Les Bébés dans le bois occuperont l'affiche au moins toute la semaine. La pièce entièrement reconstruite est fort amusante. On dirait qu'elle est de création récente et les costumes très frais des acteurs ainsi que les peintures brillantes qui décorent la scène en font un spectacle tout nouveau. La vue de ce spectacle est enchanteresse, et nous avons remarqué des gens qui regardaient plus qu'ils n'écoutaient. Cependant la troupe de Colville compte beaucoup d'artistes d'un talent fort recommandable, et quantité de scènes qui ont joués à merveille, entre autres celle du Bois et l'Ane mécanique, de Fantichambre de la salle de Mécanzar, du bocage de l'oiseau chanteur.

Il n'y aura plus de matinées que le samedi, jusqu'à la fin de la saison.

On distribuera des œufs de pâques à tous les enfants qui assisteront à l'ouverture de l'ETOILE ROUGE lundi 7 avril, coin Canal et Baronne.

Je suis fatigué de la fourriture que je prends, [illegible]

CERTIFICATS DE CONVERSION.—Les Etats-Unis ont recours aujourd'hui au moyen employé par Napoléon III aussitôt après son avènement à l'empire, pour donner de la valeur à la dette qu'il avait répudiée, et pour créer aussi dans le pays des éléments d'ordre et de sécurité. On put dès lors acheter pour plus francs de rente et échanger le 3 pour cent contre un titre tout aussi bon et aussi solennel qu'un titre de 100, de 500 ou de 1000 francs de rente.

Ici en Amérique, 28 ans après, le même système vient d'être inventé. M. Sherman a inventé les certificats de conversion de dix pièces, et s'avise d'émettre une banque nationale dans chaque Etat de recevoir tous les dépôts de dix piastres en remettant en échange un certificat de la somme portant intérêt. Quand le dépositeur aura cinq certificats représentant une valeur de $50, il pourra les convertir en bons de la même somme à quatre pour cent. Les intérêts accumulés seront reçus pour compléter les titres de $50 ou les multiples de cette somme. Les dépôts seront reçus et les certificats délivrés par la "Banque nationale de la Nlle-Orléans" rue du Camp 54, la même banque délivrant aussi les bons de $50 pour chaque collection de certificats de conversion qui composera ce chiffre.

Spécialité en fait de pianos d'occasions variantes, en crins, ressorts pour lits, matelas, fonds à ressort, etc., très bas prix à l'ancien magasin de meubles de J. B. Hubbard, coin Remparts et Pauldie.

Toujours propreté; on n'a pas à les entretenir.

ASSOCIATION SANITAIRE.—M. Chas. A. Whitney, président de cette association sanitaire auxiliaire, lui a offert l'usage gratuit d'une salle au second étage des ateliers du chemin de fer Morgan, au coin des rues Magazine et Nouvelle. Cet hiver, par conséquent, que l'Association se réunira. On sait que l'élection pour la présidence du Bureau de Santé a lieu jeudi prochain, 3 avril.

BELLES GAGNANT.—M. F. F. J. Lanteaume, No 260 rue Roman, mettait qu'il était sûr de gagner quand du billet complimentaire Nos 9, 12, 38 qui a gagné la gros lot de dix Mille Piastres au tirage du samedi 29 mars 1879, lequel billet lui avait coûté la somme de vingt-cinq cents au bureau de M. J. C. Lopez, No 95 rue Bienville, et que le montant gagné lui a été remporté des paris qu'il avait faits [illegible] de Mlles trop bonnes de la Corbeille.

—Du 24 collectionneur à Décembre du Sud et partout ailleurs désiré en vente dernière exposition du parvis de Washington, [illegible] n'est pas établir de [illegible] entre ce thé et celui qu'on [illegible] en Chine ou au Japon.

LA RECOLTE VITICOLE DE 1878.—Voici, d'après la statistique publiée par le ministère des finances, l'état de la récolte viticole. La chiffre total s'élève à 48,720,563 hectolitres. En 1877 la récolte avait été de 57,406,363 hectolitres.

Paris, 25 mars.—Dans le Var, M. Paul de Cassagnac justifie son vote à la chambre des députés en faveur du retour du parlement à Paris par la raison que ne retour sera un acte définitif de soumission du parti de la république.

LE RÉGIME PARLEMENTAIRE AUX ETATS-UNIS.

Nous lisons dans le *Sun* :

Un des sénateurs de l'Etat de l'Ohio a présenté au sénat des Etats-Unis un bill stipulant que les membres du cabinet auront le droit d'avoir des sièges dans les salles du sénat et de la chambre des représentants; et requérant leur présence à l'ouverture de la séance, au sénat les mardi et vendredi, et à la chambre les lundi et jeudi. Des questions pourront être adressées aux divers secrétaires, au directeur général de la poste et à l'attorney général, et ils devront y répondre, mais sans participer au débat.

C'est une grande innovation à la forme de longtemps établie de notre gouvernement. C'est une faible et imparfaite imitation de la pratique du gouvernement monarchique de la Grande-Bretagne.

Notre forme établie a bien fonctionné. Aucune bonne raison ne peut être assignée au changement proposé. Il tend à confondre les départements exécutif et législatif du gouvernement, qu'il vaut mieux laisser aussi distincts qu'ils le sont maintenant.

Si les secrétaires ont à dire quelque chose d'important, qu'ils le disent ouvertement par écrits. Des questions peuvent toujours leur être posées de la même manière.

Les facilités pour gouverner le pays sont déjà assez grandes. Mêlons n'avons trop de gouvernement, tel qu'il est.

Restons comme nous sommes, et contentons-nous de ce qui fonctionne si bien. Si nous prenons l'habitude de changer, en introduire arbitrairement des changements qui auront pour résultat la rédaction de quelque partie des droits du peuple. Nous avons bien assez de secrétaires maintenant, et nous avons mal besoin d'eux dans le congrès.

NOUVEAUX ARRIVAGES POUR LA MAISON BASSETTI.—L'activité de la maison Bassetti & Xiques, importateurs Nos. 67 et 69, rue Decatur, ne se ralentit pas. Voici de nombreux articles qu'elle reçoit et qu'elle offre en vente à très bas prix. Nous les signalons à l'attention du commerce : 100 barils de whiskey de Pike Magnolia et d'Ed. Dexter, 200 caisses de bitter Boker et 100 barillets d'olives de Séville.—(Voir l'annonce.)

LAUSANNE ET SON LOUISIANE.—Qu'en cause de chercher en Louisiane le lauréat de l'Académie française. Le télégraphe a confondu auteur avec ateuteur. Nous lisons dans le *République française* :

L'Académie française a décerné cette année son grand prix de poésie à M. Jules Renard. Le sujet du concours était : *Le palais de la science*.

Or, M. Renard, qui est actuellement professeur de littérature à Lausanne, a été condamné par contumace à la déportation pour participation à la Commune de Paris.

Juges de la surprise de l'Académie en apprenant la situation de son lauréat. On assure pourtant que la docte assemblée, loin de revenir sur sa décision, a chargé son bureau de faire les instances nécessaires auprès du ministre de la guerre, afin d'obtenir la grâce de M. Jules Renard.

Le cortège est venu, malgré vos flonflons.

C'EST LUNDI, 7 AVRIL, qu'aura lieu la grande ouverture de l'ETOILE ROUGE, dans son nouveau local coin Canal et Baronne.

—Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis* :

M. Léon Chotteau, délégué du comité français pour la conclusion d'un traité de commerces franco-américain, qui est depuis quelques jours de retour à New-York, va reprendre le cours de la mission qu'il remplit avec autant d'énergie que de talent. Il repart aujourd'hui même pour Washington, d'où il se rendra successivement à St Louis, la Nouvelle-Orléans et Cincinnati. Il reviendra de nouveau à New-York, mais il ne fera qu'y toucher barre, et visitera ensuite Chicago et San Francisco. Il faut admirer cet infatigable savant, qui ne connaît le repos que quand il aura achevé la tâche ardue à laquelle il a déjà consacré tant de labeur et de volonté.

CRISE INDUSTRIELLE EN FRANCE.—Rouen, 14 mars.—Quatre filatures et tissages ont cessé tout travail, plusieurs centaines d'ouvriers sont sur le pavé. On annonce la fermeture d'autres établissements très importants. C'est très inquiétant.

Lyon, 14 mars.—Aujourd'hui une députation des ouvriers en soierie est allée porter au préfet une pétition pour demander que le gouvernement fasse vivement en aide, en leur procurant du travail. Cette industrie traverse une crise qui est terrible.

TONNERRE, 13 mars.—Dans une de ses dernières audiences, le tribunal correctionnel a condamné le sieur François Bègue, ancien banquier, à dix-huit mois d'emprisonnement pour abus de confiance.

BORDEAUX, 14 mars.—Un triple assassinat vient d'être commis à La Sauve. Les époux Féchaud et leur enfant ont été tués.

Le mobile du crime serait le vol.

Tant qu'Emile de Girardin ne sera pas ministre, il ne cessera de demander la démission du ministère.

Voici en quels termes s'exprime M. Emile de Girardin :

"Il s'abaissera graduellement, le ministère des 22 voix, s'il s'imaginait qu'il a conquis hier, par ce partage de la gauche, une majorité durable et compacte sur laquelle il puisse désormais compter.

"Le faible majorité du 18 mars n'a été et ne sera qu'une majorité accidentelle.

"Le ministère ne tardera pas à payer de son existence la présomption de la gaucherie qu'il a déployée du 14 au 18 mars. Si l'on ne peut pas dire encore qu'il a vécu, on peut dire qu'il n'aura pas longtemps à vivre.

"Il faut nécessairement, il faut absolument que le président de la République soit [illegible] M. Gambetta ou demeure d'abandonner définitivement la présidence de la Chambre, où il est assez mal au fauteuil que l'y consent été M. Grévy, M. Thiers, M. Rouher.

Requête pêne de trente sous, si cet acte n'a pas été calmant de bien. Whisky pour les [illegible] Bassetti & Xiques, 67 et 69 rue Decatur.

Bassetti & Xiques, Successeurs de U. MARINONI, 67 et 69....RUE DECATUR....67 et 69

VIENNENT de recevoir et offrent à vendre aux plus bas prix du marché;

50 Barils Whiskey [illegible] PIKE MAGNOLIA. [illegible] EX. DEXTER. [illegible] BOKER. 100 Barillets OLIVES DE SEVILLE. Rouil—

NEW ORLEANS NATIONAL BANK.

AGENCE DU GOUVERNEMENT, 84 de Camp.

Certificats de Conversion EN SOMMES DE DIX DOLLARS.

Département du Trésor, Washington, D. C., 14 mars 1879.

New Orleans National Bank, Nlle-Orléans, Louisiane.

En outre de l'intérêt qui vous a été conféré de recevoir les dépôts pour compte des banques pour une somme de 1907, vous êtes par le présent autorisé à recevoir des dépôts pour compte de corporations pour les CERTIFICATES DE CONVERSION DES ETATS-UNIS, loi du 26 février. Avec respect,

JOHN SHERMAN, Secrétaire.

Bureau de la "Louisiana Equitable Life Insurance Company."

Reçu de la "LOUISIANA EQUITABLE LIFE INSURANCE COMPANY," ce 29e jour de mars 1879, Douze Mille Dollars, en plein pour régler le jugement rendu dans l'affaire de Justin Traigle contre la dite compagnie. Ce jugement était devenu définitif le 24 du courant. Nous attendons avec plaisir la prompte offre que la même la compagnie à opérer le règlement.

DAVID C. LABATT, Avocat de la demanderesse.

Témoins : GUS. A. BREAUX, AND. PATTON.

1er avril—7f

Bureau de la "Louisiana Equitable Life Insurance Company."

Nlle-Orléans, 12 mars 1879.

Reçu de la "LOUISIANA EQUITABLE LIFE INSURANCE COMPANY" Trois Mille Dollars, en règlement intégral de toutes réclamations faisables sur la police No 2032, et terminée par la mort de mon mari, feu Thomas M. Simmons. Je prie la compagnie d'agréer mon remerciement pour la promptitude qu'elle a mise à me payer.

Mme M. V. SIMMONS.

Témoins : JOHN H. PIKE, W. P. EMERSON.

1er avril—7f

Amédée Couturié,

39.....Rue Decatur.....39

EN débarquement du navire Nellie et sur le Maryland,

200 paniers Huile d'Olive qts et pts de FORNEL, 200 caisses Vermouth HOILLY FRAT & Cie, 50 bidons Cognac TIFFON & Cie, 5 futs St-Croix Rum.

A vendre par

1er avril—7f AMÉDÉE COUTURIÉ, 39 rue Decatur.

Bassetti & Xiques

Successeurs de U. MARINONI.

67 et 69....RUE DECATUR....67 et 69

En débarquement du brick italien NELLIE, de Gênes.

1000 paniers Huile d'Olive, 500 caisses Tyrnovith, PLAGNIOL de JAMES. 25 ... Extra de Provence, HOILLY FRAT & Cie. 500 ... Extra de Marseille, ... 100 quarts et huitièmes Xeres, ... 100 ... ... Porto, ... 50 b'que Vin de Bordeaux Carbl. M. MOLINIER.

A vendre par BASSETTI & XIQUES. 67 et 69 Rue Decatur.

☞Le brick italien NELLIE, capt. Longobardi, venant de Gênes, commencera à décharger MERCREDI, 2 avril, au poteau —, Rue [illegible]

Les consignataires sont priés de s'assurer de la réception de leurs marchandises par le navire, en avant entre parenthèses [illegible] 1 pour [illegible] Après réexamen ne sera reçue et elle n'est libre et responsable par la [illegible]

BASSETTI & XIQUES. 67 et 69 rue Decatur.

☞Si la cantatrice, et les compagnateurs du brick italien NELLIE, venant de Gênes, ne se font pas connaître, ceux que pourraient contracter l'équipage en fait hôtel.

BASSETTI & XIQUES. 67 et 69 rue Decatur.

30mars—3f

PAUL GELPI & BRO.

37.....Rue Decatur.....37

OFFRENT en vente en débarquement du navire HAYTIAN, des barques NELLIE et Gen.-GARIBALDI :

HUILE D'OLIVE, [illegible] et demi-bouteilles de Fins de Jumeau et d'Aubert Frères.

VERMOUTH, Martini Frat & Cie, Hoilly Frat. VIN MUSCAT, Hoilly Frat et Dumas.

VIN DE PORTO, [illegible]

SAVON FRANÇAIS, [illegible]

OLIVES espagnoles, [illegible]

CAPRES [illegible]

TRUFFES entières, [illegible]

CHOCOLAT de marque [illegible]

FEUFFE BANS BOUAU, [illegible]

VINAIGRE DE VIN BLANC de Cognac, en [illegible]

30mars—3f

L. DELÉRY

Successeur de—

ANT. LANATA.

48.....Rue Bienville.....48

En débarquement du navire NELLIE, de Gênes.

500 paniers Huile d'olive de Plagniol et de [illegible]

[illegible] Tyrnovith, [illegible] Extra de Castille, [illegible] Extra de Provence, [illegible] Extra de Marseille, [illegible] Extra de Gênes.

A vendre par L. DELÉRY, 30 mars—3f

Immense réduction dans le prix des Corsets venant d'être reçus de France.

Faits à la main C. P., à la ceinture, article [illegible] $1.50, taille 18 à 30, article C. P. [illegible] $1.75, [illegible] $1.50, article [illegible] $1.75, article [illegible] $1.50, article [illegible] $1.75, article [illegible] $1.50, article [illegible] $1.75, article